87, rue du Faubourg-Saint-Denis,75010 Paris
Tél : 01 48 01 88 20

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT
Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Mercredi 25 juillet 2018

E-mail :poi@fr.oleane.com
www.partiouvrierindependant-poi.fr

Affaire Macron-Benalla : une affaire d'État

Et c'est ce gouvernement en crise qui veut liquider les retraites et l'assurance chômage.

Un incident, une phrase peuvent parfois révéler et concentrer une crise majeure, notamment quand un pouvoir est fragilisé. Le pouvoir de Macron pouvait sembler aux observateurs des médias comme quelque chose de solide. Mais c'est la surface des choses. Depuis un an, les travailleurs, avec leurs syndicats, s'étaient mobilisés contre les ordonnances destructrices du Code du travail ; il y a eu les mobilisations des hospitaliers, des fonctionnaires, etc.

Autant de coups de boutoir contre ce président et son gouvernement. Puis il y a eu la grève des cheminots. La mobilisation et la détermination de ceux-ci avec un soutien dans la population. Parmi celle-ci, la montée d'un sentiment d'injustice qui se transforme en colère, exprimée même de manière déformée par les sondages pointant la « baisse de popularité » de Macron. À l'évidence, la grève des cheminots a ouvert une nouvelle séquence.

L'ÉTAT ÉBRANLÉ

Patatras ! A surgi l'affaire Benalla. C'est l'étincelle qui déclenche un incendie que le pompier pyromane de l'Élysée n'arrive pas à éteindre. C'est une affaire d'État qui ébranle tout l'État. Les révélations se succèdent les unes aux autres. Le président se mure dans le silence, sa majorité est déboussolée, à tel point que l'Assemblée nationale paralysée a décidé de renvoyer à la rentrée le projet de réforme constitutionnelle.

La crise est telle que le gouvernement et sa majorité ont été contraints après l'avoir refusé de mettre en place des commissions d'enquête, puis d'accepter que leurs travaux soient publics ; le ministre de l'Intérieur, Collomb, et le préfet de police, après avoir prêté serment, ont témoigné devant la commission parlementaire en renvoyant l'un et l'autre la responsabilité à l'Élysée. Les déclarations se multiplient dans la hiérarchie policière et dans celle de l'armée pour se défausser de toute responsabilité et rendre la monnaie de sa pièce à un pouvoir qui les maltraite depuis un an. Mais armée et police ne sont pas de quelconques institutions de l'État. C'est le cœur de l'État, dont elles sont les piliers, qui est touché. Ce que confirment ces derniers témoignages, c'est qu'il ne s'agit pas d'une affaire Benalla mais d'une affaire Macron, celle d'un régime qui se décompose.

IL Y A UN AN

Revenons un an en arrière. S'appuyant sur le rejet dans la population des partis de droite et de gauche qui se succèdent depuis des décennies pour mettre en œuvre la même politique, Macron a mené campagne sur le thème « Ni droite ni gauche », contre le « vieux monde » (pas le vieux monde capitaliste !) et agir au nom du « peuple » dont, tel Jupiter, il se pensait l'incarnation. Comme il a été dit par la presse et par lui-même, il a pris le pouvoir par effraction sur la base de l'effondrement des partis traditionnels.

Sans base réelle, sans parti véritable, avec des accents de petit bonaparte, il en a appelé à la « société civile » pour constituer son mouvement La République en marche. La « société civile » de Macron, c'est quoi ? Des « auto-entrepreneurs », des cadres, des commerciaux, des traders, des banquiers, qui entendaient, pour les plus honnêtes, appliquer à la société française leurs propres parcours individuels et individualistes contre les normes, les réglementations et l'administration, avec pour modèle l'ubérisation de la société… et pour les moins honnêtes, les prébendiers, se faire une place au soleil.

D'emblée, Macron, avec les ordonnances, mécanisme antidémocratique de la Ve République, c'est-à-dire sans recours à l'élaboration et la discussion d'une loi au Parlement, a voulu passer en force contre le Code du travail, arguant qu'il avait un mandat du peuple.

LA « SOCIÉTÉ DU SEPT-MAI » À L'ACTION

C'est dans ces conditions, pour aller plus avant, que Macron a provoqué un tollé dans la hiérarchie policière et dans celle de la gendarmerie en ouvrant un projet de réorganisation de la police à l'Élysée, dont il avait chargé Benalla d'être le maître d'œuvre. Une nouvelle police qui dépend directement du chef de l'État et de son homme de confiance, bref une police politique.

Cela renvoie au SAC sous de Gaulle ou à la cellule de l'Élysée sous Mitterrand. Mais dans une autre situation, une situation où la crise est ouverte et où les tensions de classes sont extrêmes. Il a poussé à son paroxysme le caractère réactionnaire et antidémocratique de la Ve République, mais il a également accéléré la crise de décomposition de ses institutions.

LUTTE DES CLASSES CONTRE CORPORATISME

Au bout d'un an, il s'est heurté à la réalité, celle de la résistance qui sourd de toute la société. D'abord celle des travailleurs, mais également celle des élus, des juges, des médecins, et de bien d'autres catégories. Et, là-dessus, il y a eu la grève des cheminots, déterminés à défendre leur statut, à défendre l'entreprise publique contre l'ubérisation de la société et, pour ce faire, à chercher à s'accrocher à l'unité de leurs syndicats.

La crise majeure en cours est le produit réfracté de tous les développements de l'année qui vient de s'écouler. Il s'agit d'une « affaire d'État » qui ébranle tout l'État.

C'est le contingent qui réalise le nécessaire. L'affaire Macron-Benalla va encore à n'en pas douter aiguiser la crise de décomposition de la Ve République et le rejet par la population laborieuse de tous ces gens-là et de leur politique, c'est-à-dire sur le terrain de la lutte des classes. Et nous ne sommes là qu'au début d'un processus en cours.

Abonnez-vous à *Informations ouvrières* !